

Lectures

Les comptes rendus

/

2014

Laurent Delcourt (dir.), *États des résistances dans le Sud. Les mouvements paysans*

AUDREY DUPONT



Laurent Delcourt (dir.), « *État des résistances dans le Sud. Les mouvements paysans* », *Alternatives Sud*, Vol. 20, n° 4, 2013, 224 p., Editions Syllepse, Centre Tricontinental, ISBN : 978-2-84950-410-9.

Texte intégral

PDF

- 1 La première réunion du Groupe de travail intergouvernemental des Nations-Unies sur le droit humain des paysans a été organisée à Genève en juillet 2013, avec la participation d'organisations paysannes transnationales comme la Vía Campesina, représentant à la fois des pays du Nord et du Sud. Après les « émeutes de la faim » de 2008, c'est donc au tour des « paysans »¹ du Sud - ces « pauvres parmi les pauvres » - de retrouver leur légitimité dans l'espace public multinational pour dénoncer un système agroalimentaire défaillant. Ce système est tenu pour responsable de l'appauvrissement croissant de la partie proportionnellement la plus importante de la population mondiale, et de dégâts écologiques considérables. Les stratégies d'intégration de l'agriculture dans l'économie de marché des politiques internationales (Fond Monétaire International, Organisation Mondiale du Commerce, Banque Mondiale etc.) laissent souvent les populations rurales démunies face aux pressions commerciales et à la libre concurrence. Les États n'agissent pas en leur faveur, et ce pour plusieurs raisons : quand certains n'en ont tout simplement pas la capacité politique, d'autres se méfient de la montée en puissance des revendications paysannes

sur la scène publique ou cherchent uniquement à servir leurs propres intérêts économiques en appuyant les grandes industries agricoles. C'est dans ce contexte que s'inscrit cet ouvrage dirigé par Laurent Delcourt, sociologue et historien spécialiste du Brésil et des mouvements populaires, membre du Centre de recherches Tricontinental de Louvain-la-Neuve en Belgique.

2 Il s'agit d'un travail collectif regroupant des analyses des différents bouleversements sociaux opérés dans les campagnes africaines, sud-américaines et asiatiques. Si tous les rédacteurs s'accordent sur les causes du changement du paysage agricole mondial, ils témoignent surtout de la multiplicité des formes de mobilisation et des profils d'acteurs, déterminés par les contextes socio-économique, politique et environnemental locaux. Nous nous arrêterons alors sur les identités paysannes, avant de traiter de la question de la constitution du mouvement transnational de la *Vía Campesina*, avec ses mérites comme ses faiblesses. Mais avant tout chose, revenons sur les conditions générales, exposées dans le texte d'introduction, qui ont vu naître les mouvements sociaux dans les campagnes du Sud. Depuis une quinzaine d'années, les tensions dans le monde rural s'intensifient et la situation des paysans semble empirer à mesure que l'économie de marché s'imisce dans les affaires agricoles. La constitution de la « faim » en problème public mondial, dans les années 1980-1990, a justifié une vague de modernisation des techniques agricoles et d'ajustements sectoriels. La malnutrition et les famines auraient été causées par le manque d'accès à la nourriture dû aux mauvaises récoltes et à une mauvaise gestion des terres ; voilà pourquoi il fallait réformer les systèmes agraires. Ces mesures n'ont porté leurs fruits qu'un temps. Certains gros exploitants ont réussi à tirer leur épingle du jeu pendant que les petits et moyens producteurs en subissaient les répercussions de plein fouet. Abandonnant leur statut, beaucoup de paysans se sont réfugiés dans les villes, ou ont vendu leur force de travail aux industries d'agrobusiness² alors en plein essor.

3 Aujourd'hui, ces tendances continuent de s'affirmer. Beaucoup de gouvernements du Sud prennent le parti d'étendre les monocultures ou d'extraire les ressources naturelles pour exporter les produits vers les États voisins et surtout les pays riches du Nord. Il ne faut pas oublier que la plupart des pays du Sud est écrasée par leurs dettes envers la Banque Mondiale, le FMI ou d'autres États. Depuis plus d'une vingtaine d'années, ils ne parviennent plus à rembourser les intérêts des emprunts effectués pour leur développement. L'exportation des denrées est donc un moyen simple et efficace pour favoriser la rentrée d'argent sur le territoire, et cela passe par la modernisation de l'agriculture. Il est vrai que beaucoup pensent que la solution de l'agrobusiness met en valeur les terres, procure de l'emploi, augmente les revenus du monde rural et donc génère du développement économique, comme par exemple le président du Sénégal.³ Mais à quel prix et pour combien de temps ? Darío Aranda, journaliste au quotidien *la Pagina*, rapporte les observations de l'Institut Agricole argentin : la moitié des terres du pays est détenue par 2 % des exploitations les plus grandes, dont des multinationales étrangères qui rachètent les terres aux petits producteurs, obligés de partir. Ce sont environ 200 000 familles rurales⁴ qui ont été déplacées à cause de l'extension de la culture du soja - qui représente 56 % des surfaces cultivées. La principale menace pour les agriculteurs n'est pas tant la spécialisation agricole (pourtant responsable de dégâts écologiques énormes) que l'avancée et la ténacité de ce modèle agricole dominant allant à l'encontre de leurs valeurs et modes de vie.

4 En effet, si l'on reprend l'article sur le Brésil de Bernardo Mancano Fernandes, professeur géographe à l'université de São Paulo, l'accaparement plus ou moins légal des terres s'est intensifié pour servir une certaine vision du développement et du progrès. Pour le paysannat, la terre est son cadre de vie réel, alors que l'agro-industrie l'envisage comme un espace de production et d'affaires. Quand le premier explique que ses problèmes sont inhérents au capitalisme et aux méthodes appliquées par les puissants industriels, le second comprend les difficultés des agriculteurs comme un obstacle conjectural rectifiable par une politique d'intégration au marché. De même, les

dirigeants du modèle ostensiblement moderne et libéral de la Chine conçoivent la disparition de la paysannerie comme un signe de progrès, comme le montre Erebus Wong dans une contribution intitulée « Chine : héritage de la réforme agraire et effets de l'agro-industrialisation ». Il paraît presque impossible de réconcilier ces deux positionnements. Le statut hégémonique de l'agrobusiness et son expansion continuent à réduire le nombre de paysans sur leur territoire. Malheureusement, les États cherchant à assouvir leurs intérêts immédiats se rangent souvent du côté du plus offrant...

5 Ainsi, comme le souligne Delcourt, les petits producteurs sont forcés d'affronter directement les grands opérateurs privés, nationaux et internationaux, à des échelles et avec des stratégies différentes. Les communautés locales, enchaînées à des questions de survie, sont majoritairement engagées dans des résistances quotidiennes au système global, rendant difficile une quelconque mobilisation massive. Par exemple, les partis de gauche indonésiens, connus pour leur dynamisme en matière de revendications paysannes, peinent aujourd'hui à faire évoluer les luttes fragmentaires vers un mouvement plus vaste. Le rédacteur du compte rendu sur l'Indonésie, Dianto Bachriadi, indique que le régime de l'Ordre Nouveau a soutenu des projets agricoles à vocation commerciale, expulsant des milliers de ruraux, privés de leur unique revenu. Autrement dit, les producteurs se sont retrouvés complètement démunis et trop isolés pour rentrer dans la lutte. En revanche, Ramón Pajuelo Teves (« Pérou : nouveau cycle de mobilisation paysanne et indigène ») explique qu'en l'absence de syndicats ou de partis politiques, le Pérou a vu se multiplier les protestations sociales portées par des couches populaires. Mais le bilan reste le même : les révoltes contestataires organisées ne touchent pas une assez large audience pour influencer sur les politiques nationales, et ce malgré l'unification des causes paysanne et indigène.

6 Dans d'autres pays, comme en Bolivie, les peuples paysan et autochtone, pourtant rassemblés autour d'un pacte en 2002, s'opposent mutuellement autour de conceptions idéologiques divergentes et de lutte des classes. Roxana Liendo, la vice-ministre du développement rural dans le premier gouvernement d'Evo Morales, explique que l'idéal alternatif du *buen vivir*⁵ n'intéresse plus que les indigènes, puisque les paysans eux aussi aspirent à la modernisation. Autres acteurs du combat paysan : les travailleurs agricoles sud-africains qui, amassés dans les bidonvilles, comptent dans leurs rangs beaucoup d'immigrants sans-papiers venus des pays voisins. En raison des bas salaires et des conditions précaires de travail, ils ont organisé seuls une grève de novembre 2012 à février 2013. Même si les syndicats les ont exclus de leur liste de revendications, le soulèvement a perduré, s'est propagé à d'autres exploitations agricoles et a reçu gain de cause. Les travailleurs ont su réellement se confronter à leur gouvernement craintif, un peu sur le modèle des révoltes ouvrières - à ceci près qu'ils ont agi en dehors des canaux traditionnels de mobilisation. De fait, cet article de Ronald Wesso sur l'Afrique du Sud vient renforcer la constatation que les situations et la nature des luttes sont multiples et reflètent les visages singuliers des protagonistes.

7 Pour conclure, le coordinateur de l'ouvrage défend la position d'une nécessaire mobilisation commune, au niveau national et international, afin d'établir un vrai rapport de force face aux politiques agraires néo-libérales. Reconnue comme un mouvement qui milite pour une reconnaissance des droits paysans, la Via Campesina pointe du doigt les menaces à l'encontre de l'équilibre naturel et de la souveraineté alimentaire des peuples, c'est-à-dire leur légitimité à définir leur propre développement rural. Elle joue un rôle majeur dans la réaffirmation d'une identité paysanne solidaire et engagée dans une vision humaniste et écologique de l'agriculture par delà les frontières. Mais outre le fait qu'elle contourne délibérément les instances nationales, sans jamais poser l'éventualité d'un renforcement de la gouvernance étatique, son idéal paraît difficile à éteindre : les multiples conflits en son sein, motivés par des dissensions induits par les contextes locaux, fragilisent la stratégie de convergence des luttes rurales. Le défi majeur de cette organisation reste non seulement de trouver des terrains

d'ententes parmi ses membres, mais aussi d'ouvrir le réseau à l'ensemble des acteurs concernés, y compris aux factions plus isolées, aux indigènes et aux urbains.

Notes

1 Terme qui rassemble l'ensemble des acteurs concernés par l'agriculture. Voir Catherine Lutringer, *Gouvernance de l'agriculture et mouvements paysans en Inde*, Karthala, Graduate Institute Publications, 2012.

2 Ensemble des activités et des transactions en relation avec l'agriculture et l'industrie agroalimentaire.

3 Voir la contribution de Demba Moussa Dembélé, « Sénégal : mouvements paysans et lutte pour la survie de l'agriculture familiale ».

4 D'après le Mouvement national paysan indigène d'Argentine (MNCI-Vía Campesina).

5 En termes idéologiques, le « buen vivir » implique la reconstitution de l'identité culturelle perdue - celle initiée par les ancêtres, une politique de souveraineté et de dignité nationale et le renoncement de l'accumulation illimitée individuelle du capital. Conçu comme alternative au modèle mondial libéral, il s'apparente au concept de l'« éco-socialisme ».

Pour citer cet article

Référence électronique

Audrey Dupont, « Laurent Delcourt (dir.), *États des résistances dans le Sud. Les mouvements paysans* », *Lectures* [En ligne], Les comptes rendus, 2014, mis en ligne le 25 février 2014, consulté le 30 juin 2014. URL : <http://lectures.revues.org/13755>

Rédacteur

Audrey Dupont

Étudiante en Master Professionnel en anthropologie appliquée au développement durable à l'université Aix-Marseille

Droits d'auteur

© Lectures - Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction / Any replication is submitted to the authorization of the editors